
COPENHAGUE – Réunion du groupe de travail des régions faiblement desservies du GAC (2)

Lundi 13 mars 2017 – 11h00 à 12h00 CET

ICANN58 | Copenhague, Danemark

PUA HUNTER:

Bonjour à tous. Soyez les bienvenus à la séance des régions faiblement desservies. C'est notre deuxième séance après celle de samedi.

Je m'appelle Pua Hunter, je suis vice-présidente du groupe de travail. Et à ma gauche se trouve Alice Munyua qui est aussi coprésidente de ce groupe de travail des régions faiblement desservies. Il y a aussi Julia Charvolen, qui est à ma droite, et qui est notre personnel de soutien de l'ICANN, vraiment précieux.

Nous voulons vous faire une mise à jour sur l'initiative concernant le renforcement des capacités, ainsi que l'enquête préliminaire que nous avons faite, l'information pour la délégation, la re-délégation et la révocation des ccTLD. Et enfin tout ce qui concerne la séance ouverte qui aura lieu cet après-midi à 15 h 30.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

En ce qui concerne l'initiative de renforcement des capacités, Alice vous en a parlé samedi. Et nous voulons poursuivre cette initiative dans les autres régions faiblement desservies.

Nous devons donc vous donner quelques dates pour ces ateliers. Le premier aura lieu à Fidji, dans le Pacifique. L'idée est de faire cet atelier les 28 et 29 avril, donc le mois prochain, ce n'est pas trop loin. La prochaine est planifiée pour avoir lieu au Pérou en septembre. Nous aurons la date exacte plus tard. Et enfin Pakistan dont la date est encore à déterminer.

Si vous êtes intéressé de participer à ces initiatives pour le renforcement des capacités, je vous demande de bien vouloir nous contacter.

Il faudrait aussi vérifier avec d'autres membres du GAC et que l'on fasse aussi participer à ces ateliers les organismes d'application de la loi.

Il y a un autre point pour lequel nous recherchons des volontaires pour le groupe de travail ou bien nous demandons au GAC de nous aider avec ce travail. Vous devez savoir que nous avons d'autres responsabilités, et qu'il n'y a que deux membres actifs, Alice et moi-même, avec le soutien de Julia bien sûr. Et nous voudrions voir d'autres membres nous rejoindre en tant que volontaires dans ce groupe de travail.

Nous avons besoin aussi de votre aide avec l'un de nos membres du groupe de travail, de Guyana, que nous remercions vivement de l'aide qu'il nous a apportée pour la rédaction de notre communiqué.

Je vais céder la parole à Alice pour parler de l'enquête préliminaire et de la réunion de ce matin. Merci beaucoup.

ALICE MUNYUA:

Merci beaucoup.

Avant de parler de l'enquête du groupe de travail des régions faiblement desservies, je demande aux personnes ici présentes de poser les questions ou faire des commentaires sur ce que Pua a mentionné à propos des ateliers de renforcement des capacités. On a parlé de Fidji, de l'Amérique du Sud, donc au Pérou, et du Pakistan, le Moyen-Orient. Nous pensons qu'avril sera la date pour Fidji, septembre pour le Pérou et novembre pour le Pakistan. Don nous voulons avoir vos opinions ou écouter vos questions.

Je voudrais dire que l'une des leçons tirées après la réunion de Nairobi, et je crois que cela a été très important et nous ne l'avons pas mentionné, c'est que nous avons fait une courte enquête pour savoir quels doivent être les points centraux d'une

séance de renforcement des capacités. Cela a été un bon processus d'apprentissage. Nous avons évalué l'atelier.

Notre collègue de l'Iran, pendant la séance du groupe de travail des régions faiblement desservies nous a rappelé l'importance des séances de renforcement de capacité, qu'elle soit nécessaire ou demandée par l'une des régions.

Une des décisions que nous avons donc à prendre, c'est qu'il faut que nous ayons fait une enquête centrée sur ces séances, avant d'établir un atelier de renforcement des capacités. C'est-à-dire quels sont les points sur lesquels nous devons mettre l'accent et quelle est la meilleure approche pour ce faire ;

Pua, je veux donc ouvrir le micro aux assistants pour savoir s'il y a des questions ou des commentaires.

PUA HUNTER: Le Népal.

NEPAL: Merci beaucoup de cette information. Comment choisit-on les lieux où ces ateliers de renforcement de capacités auront lieu ? Je voudrais le savoir parce que ce choix des lieux pour les programmes... Enfin je voudrais que ce programme soit aussi présenté au Népal. Merci.

ALICE MUNYUA:

Ce sont les gouvernements et les pays qui ont exprimé leur intérêt, comme vous venez de le faire. Pour la région africaine, c'était le Kenya qui avait exprimé son intérêt à faire réaliser l'atelier à Nairobi. Et pour la région de l'Afrique, ils seront refaits à Nairobi puisqu'ils ont là le sommet de l'internet à Nairobi. Et la prochaine réunion de l'ICANN aura lieu en Afrique du Sud.

Le Népal propose son pays pour cela et nous pouvons organiser un atelier avec vous sans problème.

PUA HUNTER:

L'Iran.

IRAN:

Bonjour à vous tous, enfin ceux que je n'ai pas vus auparavant.

Je crois que la plupart des problèmes et des difficultés par rapport aux pays faiblement desservis, sont partout dans le monde. Ma question est la suivante : est-ce que vous servez d'une base pour ces ateliers ou ces séminaires, comme celui que l'on a fait en Afrique, est-ce que vous vous servez de cela pour d'autres parties des régions faiblement desservies, parce que certains problèmes sont semblables. Ils peuvent ne pas être identiques. Je vous le demande pour qu'il n'y ait pas de

chevauchement, pour qu'il n'y ait pas de répétition d'éléments qu'on utilise dans un endroit déterminé.

Deuxièmement, les commentaires que vous avez reçus de cette région en particulier seraient très utiles pour s'en servir dans d'autres régions.

Le deuxième point, vous l'avez peut-être déjà fait, je l'ignore. Est-ce que vous avez fait, ou est-ce que vous avez un questionnaire pour recevoir des commentaires? Pas le même jour, non, parce que quand on fini une activité, tout le monde doit partir vers l'aéroport, etc. Mais quelque chose qui vous permette d'avoir les opinions concernant le séminaire, vous permettant de choisir des thèmes pour les séminaires à venir.

Parce que quelqu'un pourrait vous dire : bon, cela a été très intéressant mais j'ai un autre problème. Cela vous donne une orientation pour que vous puissiez développer un programme plus efficace pour le prochain séminaire ou le prochain atelier que vous allez effectuer.

Ce type de feedback devrait exister, parce que c'est ce dont nous nous servons dans d'autres secteurs des gouvernements. Par exemple, au sein de l'UIT.

Puisque j'ai la possibilité de m'exprimer, je veux dire qu'il est très important que l'on effectue ce type d'atelier et de

séminaire. Ce que j'ai dit dans le groupe de travail, c'est qu'il faut essayer de ne pas surcharger les assistants dans le séminaire en leur donnant beaucoup de documents, des dizaines et des dizaines de pages sur les différents thèmes alors que les participants ne peuvent pas digérer tout cela. Ils n'ont pas le temps ni la possibilité de tout analyser.

Il me semble mieux d'avoir une séance de remue-méninges sur certains points et avoir des points en particulier, des thèmes spécifiques qui soient appropriés et pertinents pour la région et que l'on prenne d'autres sujets pour les développer plus tard dans notre réunion.

Si l'on donne trop de documents aux assistants et qu'il y a beaucoup d'orateurs dans les ateliers, on ne permet pas aux assistants d'interagir, d'échanger. On leur présente toute une série de discours et les gens ne sont pas en mesure d'absorber toute cette information.

Ne prenez pas cela comme une critique, parce qu'il ne s'agit que de suggestions pour améliorer le travail.

PUA HUNTER:

Oui, bien sûr, nous avons pris ces commentaires parce que nous avons vu les résultats, les recommandations, les rapports issus

de ce programme de renforcement des capacités. Et Alice peut vous répondre en détail par rapport à vos commentaires.

ALICE MUNYUA:

Merci beaucoup Kavouss.

En fait, nous avons reçu cette même critique constructive et positive. C'est quelque chose que nous avons appris dans la réunion de Nairobi. Il faut éviter de charger de surcharger les assistants de documents de panellistes, de termes complexes. Un débat sur les processus complexes qui ont lieu au sein de l'ICANN. On ne peut pas bien les comprendre. Il faut simplifier.

Nous avons pensé qu'il valait mieux faire cette enquête avant les ateliers de renforcement de capacité de la région pour savoir ce dont on a besoin dans cette région.

Alors ces séances peuvent s'adapter spécifiquement à ce que la région a besoin et à ce que nous avons appris grâce à la réalisation de ces ateliers dans d'autres régions.

PUA HUNTER:

Le Pakistan.

PAKISTAN:

La question du renforcement des capacités a été soulevée lors d'autres réunions du GAC, de l'ICANN surtout à Hyderabad et au

Maroc. Parce que ce programme de renforcement des capacités pour les régions faiblement desservies est très important.

Nous savons quels sont les problèmes de l'ICANN, nous savons ce qu'est la communauté, nous savons et nous connaissons les fonctionnaires responsables, comme par exemple les fournisseurs de services internet. Ils contribuent dans l'élaboration des politiques de l'ICANN.

Je pense donc que c'est une initiative clef. Il me semble qu'il s'agit aussi d'un premier pas qu'il faut prendre un exemple, et qu'il faut répliquer dans d'autres pays.

Nous vous sommes très reconnaissants de ce programme, nous vous remercions et nous soutenons pleinement cette initiative.

PUA HUNTER: La Palestine.

PALESTINE: Merci beaucoup. En ce qui concerne cette séance, ou cet atelier de renforcement des capacités, quel est le sujet principal de cet atelier ?

PUA HUNTER: Cela dépendra de l'enquête, comme Alice l'a dit. Nous allons l'adapter à ce que la région demandera. Non pas ce que nous

voudrons présenter, il ne faut pas que nous allions, comme l'a dit Kavouss, dans la région et que nous parlions pendant des heures. Il faut écouter ce que la région veut, ce dont elle a besoin. Merci.

Est-ce qu'il y a d'autres questions ou d'autres commentaires avant de céder la parole à Alice ?

Merci beaucoup donc.

ALICE MUNYUA:

Bien. Je veux parler brièvement de l'un des plans de travail, des activités que nous avons pour réaliser cette enquête et comprendre quels sont les défis à relever dans les régions faiblement desservies ou les défis auxquels doivent faire face les membres du GAC et comment on pourrait les aborder.

Nous avons eu une réunion avec le groupe de participation gouvernementale et le groupe du PDRP, c'est l'équipe responsable de la recherche au sein de l'ICANN.

Si vous vous souvenez, pendant le communiqué d'Hyderabad, le GAC avait demandé à avoir des ressources pour mettre en œuvre ce plan. Lorsque nous parlons de ressources nous parlons du travail à faire avec les ressources déjà existantes dans l'écosystème de l'ICANN, ou des ressources du personnel de l'ICANN qui pourraient nous aider.

Donc nous avons eu une réunion avec le groupe d'engagement gouvernemental, surtout avec les pays qui ont proposé de faire ces réunions, d'organiser ces réunions dans l'avenir.

Aujourd'hui nous avons eu une bonne réunion avec l'équipe du DPRP pour parler justement de l'enquête. L'idée est de faire cette enquête en tenant compte du fait qu'il s'agit d'une enquête du GAC pour spécifiquement adapter à la compréhension des défis à relever des membres du GAC provenant des régions faiblement desservies, pour pouvoir participer de manière efficace et significative. Et voir ce que cela signifie au point de vue significatif, le mot significatif au sein du GAC. Il s'agit de l'identification des besoins.

L'idée est de poser les bonnes questions. Et nous devons savoir si c'est les bonnes questions pour pouvoir informer non seulement au niveau du GAC, mais au niveau d'autres processus qui se déroulent dans le cadre général de l'ICANN.

L'un des grands défis que nous avons identifiés concerne l'absence de participation du GAC à certains processus de l'ICANN, surtout les PDP et les groupes de travail intercommunautaires.

L'enquête va essayer d'aborder ces thèmes-là et sera en même temps spécifique pour le GAC.

Nous voulons lancer cette enquête dans les plus brefs délais et même, si c'est possible, avant la réunion de Johannesburg, et cela se rapporte à l'enquête des régions faiblement desservies.

Nous avons élaboré à plusieurs reprises des documents sur les questions les plus courantes avec l'IANA, la GNSO, la ccNSO et d'autres parties prenantes, pour répondre à des questions que plusieurs gouvernements nous ont posées à propos des ccTLD.

Cette responsabilité, ou ce travail, a été présenté à d'autres groupes qui ne sont pas le GAC. Mais le GAC n'a pas de mandat pour travailler avec d'autres sur les ccTLD. Donc ce groupe de régions faiblement desservies fait circuler une information qui est déjà existante. Il la recueille pour que les gouvernements puissent trouver rapidement et facilement, puissent se servir rapidement et facilement de cette information.

Nous allons soulever cette question dans notre réunion avec la ccNSO. Je pense que c'est demain.

Nous avons en principe un accord pour voir comment nous pouvons aller de l'avant.

Voilà donc les deux domaines où nous nous sommes focalisés pour faire notre travail.

Et pour mieux travailler, nous allons partager avec vous dans la séance de jeudi, ce plan.

IRAN:

Certaines affaires, ou certaines questions qui pourraient être abordées pendant ce séminaire, c'est en fait deux choses.

En premier lieu, il faudrait faire une description de tous les sigles, tous les acronymes. Malheureusement, la culture des gens et surtout de l'ICANN, consiste à créer des sigles sur des sigles et sur des sigles. Il y a tant de choses !

Il y a des gens qui me disent : Kavouss, vous avez dit le PDP, mais qu'est-ce que cela signifie PDP ? Donc on me pose cette question.

Ensuite, lorsqu'on voit apparaître ces sigles, comme on fait dans le cadre d'autres gouvernements, d'autres organisations, la première fois que l'on voit apparaître ce sigle, il faut le décrire complètement. Mais si c'est un document à 10 pages, bon on aura du mal à trouver où le sigle est apparu pour la première fois.

Il faudrait donc peut-être ajouter à la fin, pour ce cas-là, un glossaire.

Je sais qu'il est disponible, mais il faut le chercher, et il faut classer tout cela quelque part.

Alice, et chers collègues, deuxièmement, vous avez dit qu'il n'y avait pas d'interférence par rapport aux instances nationales. Mais le GAC pourrait encourager ses membres pour qu'ils aient des réunions dans leur pays, qu'ils organisent des réunions où l'on puisse parler de ces thèmes qui exigent que le niveau national s'en occupe. Donc c'est-à-dire les parties prenantes, les registres, les bureaux d'enregistrements, et ainsi de suite.

Parce que par exemple pour le PDP, il y a une question, le processus d'élaboration des politiques. Pour la nouvelle série des gTLD, nous parlons d'une quinzaine de pages de questions si je ne m'abuse. Et la première série sera disponible pour les commentaires publics sous peu.

Donc il faut encourager les gens à lire la partie pertinente de cette série de questions. Pas toutes peut-être parce qu'elles ont très nombreuses, mais les questions pertinentes, et que les gens nous fassent leurs commentaires.

Deuxièmement, je ne sais pas si vous abordez cette question ou pas, mais si vous présentez un document très long, qui a plusieurs pages, vous devriez peut-être ajouter une page ou deux avec un résumé, une synthèse fournissant l'information fondamentale pour celui qui va lire le texte.

Vous l'avez peut-être déjà fait, je ne sais pas si vous l'avez fait, mais si vous ne l'avez pas fait, ce serait très utile.

PUA HUNTER: Alice ?

ALICE MUNYUA : Merci l'Iran.

PUA HUNTER : Est-ce que quelqu'un d'autre voudrait poser des questions ou des commentaires ?

PALESTINE: Je veux revenir sur la question des acronymes, des abréviations dont monsieur Kavouss a parlé.

Par rapport à ces abréviations, la plupart d'entre nous, enfin nous sommes tourmentés par ces acronymes qui nous semblent très confus. Dans la plupart des documents au niveau international ces acronymes sont normalisés à l'international, et ils sont mentionnés au complet la première fois qu'ils apparaissent dans un texte.

Mais cela concerne la manière dont on souhaite interpréter ou comprendre ces acronymes.

Je pense que pour les interprètes il y a une base de données spécifique pour l'interprétation de ces acronymes. Merci.

PUA HUNTER: Oui. Nous voyons aussi que les acronymes sont un vrai obstacle.

THAÏLANDE: Je suis [Wanawit]. Je voudrais reprendre ce que le PDG de l'ICANN a dit, ainsi que ce que l'on a dit après la réunion du groupe des parties prenantes pour l'acceptation universelle. On a parlé du renforcement des capacités et de l'internet en langue locale. Je crois que notre collègue du Cambodge, enfin je crois que nous travaillons au sein du GAC sur la question des langues entre le Laos, la Thaïlande et le Cambodge. Bien sûr la langue peut bloquer l'utilisation de l'internet par la barrière linguistique. Nous voyons que les gouvernements doivent convoquer toutes les parties prenantes dans cette question.

Si, dans ces ateliers de renforcement des capacités, nous allons inclure ce que fait la GNSO et si nous pouvons ensuite ajouter tout ce qui concerne l'acceptation universelle, je trouve que ce serait approprié.

Mais il me semble que les gouvernements doivent aussi sensibiliser le public et présenter les connaissances parmi les parties prenantes locales. Surtout après ce qui a été dit hier dans la séance dont je viens de parler et surtout en ce qui concerne le développement des logiciels.

Il me semble que ces régions devraient inclure ce sujet, l'aborder. Nous devons voir donc quelles seraient les meilleures pratiques pour travailler avec les langues locales et partager cela.

Il y a parmi nous peut-être quelques-uns qui disposent de documents à cet égard. En tout cas moi je propose mon aide pour travailler dans cette initiative. Il y a certaines questions qui ont déjà été traitées et nous pourrions peut-être trouver d'autres personnes qui voudraient se porter volontaires pour ce travail et pour, disons, aborder cette question des langues locales.

Cela faciliterait énormément la sensibilisation pour les régions faiblement desservies.

PUA HUNTER:

Merci beaucoup la Thaïlande. Oui, effectivement, c'est un thème qu'il faut inclure au niveau gouvernemental, au niveau du GAC.

Nous vous remercions de vous être porté volontaire. Nous allons reprendre cette initiative, merci.

Est-ce que quelqu'un d'autre voulait poser une question ou faire un commentaire ?

INDONESIE:

Merci Pua. Deux commentaires de ma part.

D'un côté, dans la cérémonie inaugurale de ce matin, on a parlé des changements de la technologie, des changements technologiques qui vont avoir lieu bientôt. Le directeur de la technologie n'a pas donné un calendrier complet, mais je pense, si je ne m'abuse, qu'aujourd'hui il y aura une description, une explication des changements techniques qui auront lieu dans le DNS. J'ai oublié vraiment ce qu'il avait dit par rapport au DNSSEC, bon bref. Le changement qui va être mis en place au niveau du DNS.

J'espère que l'ICANN, dans ce cas, pourra faciliter la communication précoce de ce type de changements qui ont trait à la technologie. Car il y a beaucoup de pays qui doivent recevoir des informations dans les meilleurs délais par rapport à ces changements qui concernent les codes ASCII etc. Le KSK pardon.

Ensuite, je parle non seulement des régions faiblement desservies, mais peut-être des régions qui ne sont pas bien desservies au niveau technologique.

En ce qui concerne les régions faiblement desservies, si nous voyons quelle est la définition des régions faiblement desservies... Je me souviens qu'on a parlé des îles Cook où il y a 15 000 personnes, l'Indonésie a beaucoup d'îles et ces îles ne sont pas toutes bien desservies au niveau technologique. Je ne

parle pas des grandes îles où il y a beaucoup de population, je parle de ces petites îles qui existent dans nos régions, qui ont 15 000 personnes, 20 000 personnes et pour lesquelles il est difficile de se connecter sur internet.

En ce sens, l'Indonésie est un pays qui est bien connecté à l'internet, mais il y a des pays, des pays insulaires où il y a ces petites îles qui ne peuvent pas se connecter correctement sur internet.

C'est l'exemple des îles Cook, mais c'est l'exemple de beaucoup d'autres pays.

Et donc on pourrait considérer également les régions faiblement desservies de ces pays-là.

PUA HUNTER:

Oui, vous avez tout à fait raison. Chaque pays est confronté à des enjeux et à des difficultés lorsqu'il s'agit de la desserte des services internet. Bien sûr, il y a dans les Îles Cook des petites îles qui ont très peu de population et qui n'accèdent pas correctement à internet.

Merci beaucoup de cette remarque.

S'il n'y a pas d'autres questions, je vais passer la parole à Julia qui va faire un point sur la prochaine séance qui aura lieu cet après-midi.

JULIA CHARVOLEN: Merci Pua. Je voulais vous parler de cette séance ouverte que nous avons organisée à 15 h 15 aujourd'hui.

Aujourd'hui nous avons parlé avec une personne du DPRD, c'est-à-dire le département chargé de la responsabilité publique de l'ICANN. Nous avons donc parlé de l'enquête et nous nous sommes mis d'accord sur le fait – et nous avons d'ailleurs le même point de vue, nous savons que tout le monde sait qu'il y a un problème de participation -que nous voulons savoir comment nous pouvons résoudre ce problème. Nous avons parlé avec les coprésidents des groupes de travail de la GNSO. Nous avons travaillé avec les présidents du sous-groupe chargé de la diversité.

Et nous pensons que ce questionnaire qu'ils ont créé et l'enquête que nous voulons mettre en place devraient se baser sur des questions ouvertes que nous pourrions poser à la communauté. Je ne dirais pas des questions basiques, mais des questions assez simples pour savoir quels sont leurs besoins, quelles sont les ressources dont ils ont besoin, et comment nous pouvons coordonner une réponse pour ces régions.

En tant que membres du groupe de travail, et en tant que membre de la communauté, si vous pensez qu'il y a des questions spécifiques que nous pourrions aborder pendant cette séance, si c'est le cas, je vous invite à me les faire parvenir.

J'ouvre le micro pour ceux qui souhaiteraient prendre la parole.

Tout est bon ? Personne ne veut prendre la parole. Très bien.

PUA HUNTER:

S'il n'y a pas de question ou de commentaire du groupe... Non ?
Il n'y en a pas.

Guyana ?

GUYANA:

Je ne sais pas si cela est nécessaire. Il serait peut-être facile de clarifier qu'il y a d'un côté le problème de l'accès internet de certains pays, et ensuite il y a le problème de participation à l'ICANN. Se sont deux discussions séparées.

L'une de ces questions n'est pas sous la responsabilité de l'ICANN. S'il y a des connexions physiques, cela doit être traité ailleurs.

Mais ici, je pense qu'on parle de la participation à l'ICANN au bénéfice des gens qui habitent dans ces régions qui ont des problèmes de connexion.

PUA HUNTER:

Merci beaucoup Guyana.

Y a-t-il d'autres commentaires ou des questions ?

Je voudrais attirer l'attention des membres du GAC sur l'enquête qui a été mise en place pour la région africaine, une étude sur le DNS. Et nous voudrions que la même étude puisse être menée dans d'autres régions de l'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Asie pacifique.

C'est une initiative que nous allons présenter à l'ICANN.

Je pense que nous avons conclu notre séance. Merci à tous de votre participation, de vos questions.

Merci.

MARK CARVELL:

Très bien. Je vais annoncer que nous allons commencer notre séance du Commonwealth à midi. Cette séance du Commonwealth est ouverte à tous ceux qui souhaiteraient participer.

Tout d'abord elle est adressée aux collègues des États membres du Commonwealth. Mais elle est ouverte à tous ceux qui souhaiteraient y participer.

Et ensuite, les parties prenantes non gouvernementales sont aussi invitées à participer.

Nous allons donc parler de l'année à venir pour le GAC et pour la communauté de l'ICANN. Nous allons parler des initiatives en cours, nous allons également reprendre certains problèmes que vous avez évoqués par rapport aux régions faiblement desservies et aux ateliers et à la participation à ces ateliers.

Nous allons également parler de l'atelier de renforcement de capacités qui a été organisé à Nairobi.

L'organisation des télécommunications du Commonwealth va parler également du forum sur la cybersécurité qui va être tenu à Londres du 22 au 24 mars de cette année.

Ensuite nous allons parler des problèmes dans le cyberspace.

Voilà notre programme, de 12 à 12 h 45.

Est-ce qu'il y a des questions? Est-ce que quelqu'un a des questions? Si vous avez des questions, je serais ravi d'y répondre.

Merci beaucoup.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]